

**ACCORD GENERAL SUR LE
COMMERCE DES SERVICES**

GATS/EL/90
15 avril 1994
(94-1153)

ETATS-UNIS

Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)

(Seul le texte anglais fait foi)

ETATS-UNIS - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Mouvement des personnes	<p>Délivrance par les pouvoirs publics de visas de non-immigrant à des fins commerciales ou d'investissement, dans le cadre d'un traité qui accorde un traitement spécial en matière de visas aux ressortissants des partenaires aux traités quand il s'agit de dirigeants ou d'autres personnels engagés</p> <p>. exclusivement pour réaliser des opérations commerciales substantielles, portant notamment sur les services ou les technologies, et principalement entre les Etats-Unis et le pays dont la personne physique a la nationalité, ou bien</p> <p>. exclusivement pour développer ou diriger les opérations d'une entreprise où une personne physique a investi ou s'emploie activement à investir des capitaux substantiels</p>	<p>Pays avec lesquels les Etats-Unis ont conclu un traité d'amitié, de commerce et de navigation (FCN) ou un traité bilatéral d'investissement (BIT), et certains pays énumérés à l'article 204 de la Loi de 1990 sur l'immigration</p>	Indéterminée	Faciliter les échanges commerciaux au titre des FCN ou des BIT

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs: Mesures fiscales	Restrictions apportées à l'exercice du métier de docker, à l'occasion d'escales dans des ports des Etats-Unis, par les équipages de navires étrangers appartenant à et naviguant sous le pavillon de pays qui imposent des restrictions similaires aux équipages américains des navires sous pavillon des Etats-Unis	Pays qui interdisent l'exercice du métier de docker par des membres des équipages de navires des Etats-Unis	Indéterminée	Restrictions à titre de réciprocité à l'encontre des pays qui interdisent l'exercice du métier de docker par les membres d'équipages de navires des Etats-Unis
	Traitement différencié aux fins de la fiscalité fédérale directe Ces mesures sont les suivantes: mesures prises en vertu du Code des impôts des Etats-Unis (Internal Revenue Code - IRC), qui permettent aux résidents des pays limitrophes des Etats-Unis de bénéficier d'un traitement plus favorable, et à certains contribuables des Etats-Unis de bénéficier eux aussi d'un traitement	Tous les pays	Indéterminée	Administration rationnelle du régime fiscal dans le cas des mouvements transfrontières entre le Canada et les Etats-Unis et entre le Mexique et les Etats-Unis

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>plus favorable au titre de leurs activités dans les pays limitrophes, ou qui prévoient tous autres avantages dans les relations avec les pays limitrophes;</p> <p>avantages offerts dans le cadre du Code des impôts des Etats-Unis pour les possessions américaines;</p> <p>avantages offerts en vertu du Code des impôts des Etats-Unis aux pays bénéficiaires de l'Initiative du Bassin des Caraïbes (CBI);</p>			<p>Coordination de la fiscalité sur le revenu des Etats-Unis, d'une part, et des possessions américaines, de l'autre; dispositions fiscales applicables aux possessions américaines et promotion du développement économique de ces possessions</p> <p>Intention de faciliter le développement économique de certains pays en développement</p>

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>.</p> <p>pour ce qui concerne les activités couvertes par l'Accord général sur le commerce des services, réduction réciproque de la fiscalité sur les revenus tirés de l'exploitation internationale d'aéronefs, ou de l'imposition de certaines recettes tirées de l'utilisation de matériels roulants de chemins de fer;</p>			<p>Prévention de la double imposition et bonne administration de la fiscalité</p>

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>· exonération d'impôt sur les recettes tirées de la propriété ou de l'exploitation d'un système de communications par satellite par un organisme étranger désigné par un gouvernement étranger pour participer à ce système, si les Etats-Unis, par l'entremise de leur organisme désigné, y participent conformément à la Loi de 1962 sur les communications par satellite;</p>			<p>Intention de faciliter les communications par satellite et bonne administration de la fiscalité</p>

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>· refus de la réduction statutaire de la double imposition ou refus du report de l'impôt des Etats-Unis sur les revenus provenant de sociétés sous contrôle étranger, motivé par le fait que leur pays participe à un boycott international ou y participe ou coopère avec lui, ou bien par d'autres considérations similaires de politique étrangère;</p> <p>· mesures permettant une imposition moins favorable de citoyens, sociétés ou produits d'un pays étranger, justifiées par l'application de taxes discriminatoires ou extraterritoriales, par une imposition plus lourde ou par tout autre comportement discriminatoire;</p>			<p>Considérations de politique étrangère</p> <p>Promouvoir des politiques efficaces de fiscalité internationale</p>

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>concession d'abattements au titre d'annonces publicitaires diffusées par une entreprise de radiodiffusion étrangère et dirigées essentiellement vers le marché des Etats-Unis, dans le seul cas où cette entreprise a son siège dans un pays étranger qui accorde un abattement similaire au titre des annonces publicitaires émises par une entreprise de radiodiffusion des Etats-Unis;</p>			<p>Encourager la déduction des dépenses de publicité sur le plan international</p>

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>· dans le cas de la non-inclusion de certains revenus perçus à l'étranger dans le revenu brut des personnes physiques, ou des abattements sur ces revenus, octroi d'une dérogation au titre de la durée obligatoire du séjour dans le pays étranger, déterminée par le Secrétaire au Trésor. Le Secrétaire au Trésor est habilité à déterminer si des personnes physiques ont été obligées de quitter un pays étranger en raison d'une guerre, d'émeutes ou d'événements similaires connus par ce pays étranger, qui ont empêché ces personnes d'y exercer normalement leur activité économique; et</p>			<p>Nécessité de tenir compte des problèmes créés par des événements survenus dans tels ou tels pays</p>

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>Mesures fiscales des administrations autres que fédérales qui accordent un traitement différencié aux fournisseurs de services ou à des services en s'appuyant sur l'un ou l'autre des critères suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> · exercice de l'activité, consommation ou siège sis dans des juridictions autres que fédérales différentes; · différence fondée sur la taille de l'entreprise ou le revenu du fournisseur de services, ou encore sur l'échelle ou les modes d'activité (y compris les mesures prises pour protéger l'environnement, la santé et la sécurité); · différence fondée sur la participation des groupes minoritaires ou autres groupes désavantagés à la propriété ou à l'activité de l'entreprise; 	Tous les pays	Indéterminée	Application des politiques fiscales des administrations autres que fédérales

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<ul style="list-style-type: none">· différence fondée sur le droit au statut d'entreprise sans but lucratif dans le cas des régimes de pensions, de partage des bénéfices ou d'autres régimes de prestations aux salariés;· différence fondée sur les immunités fédérales en matière d'imposition, par exemple l'exonération des taxes des administrations autres que fédérales dans le cas des obligations ou contrats du gouvernement des Etats-Unis;· activités exercées ou dont le siège se trouve dans des pays limitrophes des Etats-Unis; ou encore			

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs: Utilisation des terres	<p>· activités exercées ou dont le siège se trouve dans des juridictions avec lesquelles des organismes autres que fédéraux ont conclu des conventions de coopération et d'assistance fiscales.</p> <p>Mesures prises par des administrations autres que fédérales qui reprennent en substance les dispositions de la législation fédérale faisant l'objet d'une exemption du régime NPF conformément au présent accord</p>	Tous les pays	Indéterminée	Application des politiques fiscales des administrations autres que fédérales
	Les personnes qui n'ont pas la citoyenneté des Etats-Unis ne peuvent acquérir ni hériter de terres au Wyoming si le pays dont elles ont la citoyenneté n'accorde pas par réciprocité le même droit aux citoyens des Etats-Unis	Tous les pays	Indéterminée	Absence de réciprocité

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Les petites entreprises canadiennes, mais non celles d'autres pays, peuvent utiliser, en ce qui concerne leurs valeurs mobilières, des formulaires simplifiés d'enregistrement et de déclaration périodique	Canada	Indéterminée	Maintien d'une préférence existante
Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Traitement différencié de certains pays en raison de l'application de mesures de réciprocité ou d'accords internationaux qui garantissent l'accès au marché ou le traitement national	La liste de ces pays sera arrêtée avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord portant création de l'OMC	Conformément à la Décision ministérielle relative aux services financiers, les mesures auxquelles se réfère cette exemption seront suspendues à compter de l'entrée en vigueur de l'Accord portant création de l'OMC et jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de cet accord. Aucune autre mesure ne fait l'objet de cette suspension	Nécessité de protéger les activités actuelles des fournisseurs américains de services à l'étranger et de leur assurer pour l'essentiel l'accès et le traitement national sans restrictions sur les marchés financiers internationaux

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)	Les opérateurs ou courtiers sur titres immatriculés conformément à la législation des Etats-Unis et qui ont leur principal centre d'activité au Canada peuvent conserver leurs réserves obligatoires dans une banque du Canada, sous la surveillance des autorités canadiennes	Canada	Indéterminée	Maintien d'une préférence existante
	L'autorisation d'établir des succursales ou agences agréées par l'Etat ou de posséder des filiales de banques commerciales n'est accordée que sous réserve de réciprocité dans les Etats ci-après: Californie, Connecticut, Floride, Géorgie, Hawaï, Illinois, Kentucky, Louisiane, Massachusetts, Michigan, Oregon, Pennsylvanie, Texas et Washington	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de protéger les activités actuelles des fournisseurs américains de services à l'étranger et de leur assurer pour l'essentiel l'accès et le traitement national sans restrictions sur les marchés financiers internationaux

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	Le pouvoir d'agir en qualité d'administrateur fiduciaire exclusif des obligations offertes sur le marché des Etats-Unis est subordonné à la réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de faire en sorte que les fournisseurs américains de services financiers soient autorisés à fournir des services fiduciaires sur les marchés étrangers
	La désignation en tant qu'opérateur primaire sur les titres de la dette publique des Etats-Unis est subordonnée à la réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de faire en sorte que les fournisseurs américains de services financiers bénéficient du traitement national sur les marchés étrangers des titres de la dette publique

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de transport: Transports aériens	Mesures concernant la vente et la commercialisation de services de transports aériens (y compris la vente, sauf par les compagnies aériennes, de billets charter pour voyageurs et de services de transitaire pour le transport aérien de marchandises, sauf par les compagnies aériennes) ainsi que le fonctionnement et la régulation des systèmes informatisés de réservation (SIR) conformément à l'annexe relative aux services de transports aériens. (Aux fins de transparence, ces mesures comprennent, mais pas exclusivement, les accords, ententes et engagements bilatéraux et multilatéraux concernant l'aviation civile ainsi que les régimes informels de courtoisie et de réciprocité en matière d'aéronautique auxquels les Etats-Unis sont partie; les lois et règlements des Etats-Unis, y compris la Loi de 1974, modifiée	Tous les pays avec lesquels les Etats-Unis entretiennent des relations aéronautiques actives (une centaine environ) faisant l'objet d'accords bilatéraux ou autres, ou encore de régimes de courtoisie ou de réciprocité en matière de services aéronautiques. Sont également concernés les cosignataires de la Convention de Chicago et des autres accords, ententes et engagements internationaux concernant l'aéronautique auxquels les Etats-Unis sont parties.	Indéterminée	Politique et pratique communes de l'échange des droits, du règlement des différends et de l'application des lois et autres mesures visant l'exploitation des aéronefs civils et les transports aériens selon des modalités différentes en ce qui concerne les activités visées, sur la base d'accords mutuels et de l'échange équilibré des droits et obligations

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	pratiques de concurrence loyale dans le transport aérien international, la Loi fédérale de 1958, modifiée, sur l'aéronautique et le Titre 14, parties 1 à 399, du Code des règlements fédéraux, enfin les mesures prises par les Etats ou territoires des Etats-Unis et le District de Columbia, leurs organes subsidiaires et leurs subdivisions.)			

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de transport: Transports routiers	Le gouvernement des Etats-Unis se réserve la faculté de limiter la délivrance de permis de transport routier de marchandises aux ressortissants de pays limitrophes sur la base de la réciprocité. La Loi de 1982 sur la réforme de la réglementation des transports de voyageurs habilite le Président à supprimer ou modifier entièrement ou partiellement le moratoire s'il est constaté que cette suppression ou modification sert l'intérêt national. Les transports routiers de marchandises à l'intérieur du pays et transfrontières sont autorisés dans des zones commerciales désignées par la Commission du commerce entre les Etats. Le moratoire a été levé dans le cas du Canada en octobre 1982.	Mexique, Canada	Indéterminée	Nécessité de pouvoir imposer un moratoire sur la délivrance de nouveaux permis pour les transports à l'intérieur du territoire des Etats-Unis et transfrontières sur la base de la réciprocité

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de transport: Transports par conduites	<p>Conformément à la Loi de 1920 sur la location des terres riches en minéraux, les étrangers et les sociétés étrangères ne peuvent acquérir de droits de passage pour des oléoducs ou des gazoducs ni pour le transport de produits raffinés dérivés à travers des terrains fédéraux situés sur le continent, non plus qu'acquérir des concessions ou participations pour l'exploitation de certains minéraux tels que le charbon ou le pétrole sur des terrains fédéraux du continent.</p> <p>Les personnes qui ne sont pas des citoyens des Etats-Unis peuvent participer à concurrence de 100 pour cent au capital des entreprises nationales qui acquièrent un droit de passage pour des oléoducs ou des gazoducs à travers des terrains fédéraux situés sur le continent ou une concession pour mettre en valeur des ressources minérales sur ces terrains, sauf</p>	Tous les pays	Indéterminée	Absence de réciprocité

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	<p>si le pays d'origine de l'investisseur étranger refuse, en ce qui concerne le minéral ou l'accès en question, d'accorder aux citoyens ou aux sociétés des Etats-Unis des privilèges similaires ou identiques à ceux qu'il consent à ses propres citoyens ou sociétés ou aux citoyens ou sociétés d'autres pays. Les nationalisations ne sont pas considérées comme des refus d'accorder des privilèges similaires ou identiques. Les citoyens étrangers ou les sociétés qu'ils contrôlent font l'objet de restrictions concernant l'accès aux concessions fédérales sur les gisements pétrolières sous-marins si les lois, coutumes ou réglementations de leur pays refusent aux citoyens ou sociétés des Etats-Unis le privilège d'acquérir des concessions sur des terrains des domaines.</p>			

ETATS-UNIS (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de transport: Transports spatiaux	Restrictions quantitatives et disciplines en matière de prix, prévues par certains accords bilatéraux relatifs au lancement de satellites sur le marché commercial international du lancement spatial	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de prévenir la perturbation de la concurrence sur le marché international des lancements spatiaux